

CONFERENCE d'URBINO

18/19 Juin 2009

DECLARATION FINALE

Considérant les conclusions de la Conférence d'Urbino, les **51 membres** du **Réseau des Régions Européennes libres d'OGM**, suivant les principes et aspirations de la «Charte de Florence» signée le 4 février 2005, et réaffirmant les objectifs de la «Déclaration de Bilbao» du 25 avril 2008, **déclarent conjointement** que:

- les Conclusions du Conseil Européen de l'Environnement sur les OGM, adoptées le 4 décembre 2008, sont un important point de départ pour faciliter l'identification d'une solution européenne pour définir une coexistence adéquate dans les différents pays et régions de l'Union Européenne;
- une analyse socio économique des bénéfices et risques de l'introduction des cultures GM, conduite au niveau infra-national, devrait être un préalable à l'introduction des cultures d'OGM au niveau local. Le rappel à l'évaluation des facteurs socio économiques, de la part du Conseil Européen, légitimise les Gouvernements régionaux à mettre en œuvre des règles de coexistence. Les règles de coexistence ne peuvent pas être définies et mises en œuvre au niveau des seules exploitations agricoles;
- afin de permettre une coexistence qui limite les risques de contamination de l'agriculture conventionnelle et biologique avec l'agriculture GM, les gouvernements nationaux et locaux devraient être autorisés à identifier les zones sensibles qui devraient être exclues de toutes cultures OGM;
- les accords volontaires pour la création de zones sans OGM, devraient être permis sur la base de la majorité plutôt que sur l'unanimité des intéressés;
- à la lumière des récentes publications scientifiques en la matière, l'actuelle procédure d'évaluation des risques sur la santé et sur l'environnement pendant le processus d'autorisation des OGM, ne garantit pas le plein respect du principe de précaution;
- la transparence maximum devrait être garantie sur les données relatives à l'évaluation des risques sur la santé humaine, en particulier les données brutes des analyses de sang découlant des tests d'alimentation sur des mammifères;
- l'AESA devrait fournir des preuves et tests spécifiques, indépendants et contradictoires pour soutenir son propre avis sur l'autorisation de nouveaux OGM. Le cadre légal européen devrait être modifié en ce sens, en introduisant des coûts d'autorisation, pour les demandeurs souhaitant obtenir une autorisation, afin de couvrir les dépenses;
- un étiquetage adéquat pour identifier les produits non GM devrait être étudié au niveau européen. Cet instrument devrait être associé à la stratégie européenne sur la qualité des produits agricoles européens, étant donné que les consommateurs demandent des aliments non GM;
- un marché de l'alimentation animale non GM doit aussi être préservé et valorisé, avec le même objectif que le point précédent;

En appui à ces affirmations et compte tenu de la nécessité de répondre, par des politiques locales efficaces en réponse à l'actuelle crise économique touchant le monde agricole, les membres du Réseau des Régions Européennes libres d'OGM, en fonction de leurs moyens et de leurs compétences propres, s'engagent à organiser et promouvoir les activités suivantes:

- définir les conditions pour soutenir zones sans OGM dans le contexte des règles appropriées de coexistence;

- encourager les marchés basés sur une alimentation animale non GM, incluant le développement de filières courtes d'approvisionnement en protéines d'origine végétale;
- développer et promouvoir un cadre contractuel pour la création d'accords volontaires pour des zones libres d'OGM;
- renforcer les relations institutionnelles avec les institutions européennes afin d'accompagner le processus décisionnel européen dans les questions relatives aux autorisations, à l'étiquetage des aliments et de l'alimentation animale non GM, et d'éviter toute contamination entre produits agricoles GM et non GM.

Urbino, 19 Juin 2009

Déclaration d'Urbino : www.gmofree-euregions.net